



Déclaration FSU - CAEN 3 février 2026

Une préparation de rentrée en ce début d'année en décalage voire en opposition complète avec les propos tenus par le Ministre de l'Education Nationale , en particulier dans sa lettre adressée aux seuls enseignant.es(les autres personnels ne semblent pas susciter l'intérêt de l'institution).

Une préparation de rentrée fondée sur une austérité massive qui considère les personnels comme de simples "moyens" même si le Ministre s'en défend et préfère les envolées lyriques , "figures fondatrices et bâtisseurs d'avenir". Il est vrai que les métaphores ne coûtent et n'engagent à rien. Elles permettent juste de nier le réel.

Le réel , c'est un taux de pauvreté le plus élevé depuis 30 ans dans notre pays, toujours 7ème puissance mondiale, et une région qui bat des records, avec un taux supérieur de 4 points à la moyenne nationale et une perte de 10000 emplois en 10 ans.

Le réel, c'est une académie qui cumule les difficultés économiques, sociales, scolaires et les inégalités ; une académie où la précarité alimentaire, énergétique, en matière de santé et d'accès aux soins est constatée chaque jour par les personnels. Une académie où le nombre d'enfants de l'ASE est parmi les plus importants de France mais où ils ne comptent littéralement pas puisqu'ils ne sont pas pris en compte dans les IPS.

Le réel , c'est la double peine pour les élèves et les personnels de l'académie : désindustrialisation, pauvreté, départ vers d'autres régions pour les familles qui le peuvent, moins d'enfants à naître... et donc moins de moyens pour l'éducation de ceux qui restent, y compris et encore plus en Education Prioritaire.

Le réel , c'est aussi le doublement en 8 ans de la fortune des 53 personnes les plus riches de France : 220 milliards en plus, de quoi financer 10000 postes d'enseignants pendant 400 ans comme Oxfam vient de le démontrer (données confirmées par l'Insee). La rupture est là , c'est un choix politique, pas une contrainte économique.

Et ce choix fait cyniquement le calcul de mettre en avant la baisse démographique pour saper encore plus le service public d'éducation. Or un euro perdu en investissement dans l'Education, ce sont 9 euros perdus en développement économique. Vous avez dit absurde?

Le choix politique qui est fait , c'est celui d'une fuite en avant : suppressions d'emplois, fusions d'écoles et d'établissements, fusion de CIO, dégradation des conditions d'enseignement, dégradation de l'offre d'enseignement, abandon des élèves en situation de handicap (il y a dans notre pays 45000 enfants en situation de handicap sans accompagnement) , culpabilisation et pressions sur les personnels..., abandon des populations, tout cela favorisant la montée des inégalités, des discriminations et le développement effréné des idées d'extrême-droite contraires aux valeurs de la République, aux valeurs démocratiques qu'incarnent la liberté, l'égalité, la raison, l'émancipation, le droit, la paix... Nous n'avons de cesse de vous alerter sur ce point.

Le choix politique qui est fait , c'est celui de supprimer massivement des postes d'enseignants dans le 1er degré et de fermer des centaines de classes :

1891 suppressions d'emplois dans l'Education Nationale pour le premier degré, 245 dans l'académie qui détient la palme alors qu'elle n'est que la 3è en baisse démographique. Faut-il prévoir 600 fermetures de classes après les 300 de l'an dernier?

Dans le 2d degré, le choix est fait est de supprimer 167 emplois dans notre académie, pour seulement 3000 élèves en moins, après les 175 suppressions de l'an dernier. La palme, là aussi, bien que l'académie ne soit pas la plus touchée

par la baisse démographique. Il est étonnant qu'il n'y ait pas eu de créations d'emplois quand les effectifs montaient... Dans les collèges du nord, ce sont 93 emplois et dans ceux du Pas-de-Calais 91 qui sont visés. Dans les LGT, 58. Pire, le choix est cyniquement fait de frapper l'Education Prioritaire puisque proportionnellement, ce sont les collèges REP et REP+ qui paient le plus lourd tribut. Le plan des 800 collèges est au mieux un écran de fumée car il ne permet pas d'obtenir significativement des moyens et ne prend pas en compte les critères sociaux. Par ailleurs, il stigmatise les personnels qui ne seraient pas suffisamment professionnels pour faire progresser leurs élèves avec le peu qu'on leur donne !

C'est un véritable abandon de l'Education Prioritaire qui se met en place. Abandon l'Education Prioritaire , c'est abandonner l'Ecole Publique et favoriser le Privé. Est-ce l'objectif? Pour les LGT, une petite moitié d'entre eux supporte la totalité des suppressions d'emplois , et certains bassins sont littéralement sinistrés , comme Valenciennes, Maubeuge, Roubaix , Hénin, Boulogne ou encore le Béthunois. Les 56 créations en LP sont, quant à elles, une goutte d'eau.

La majorité des ouvertures en 2026 sont présentées comme des "contreparties" à des fermetures ou des réductions de capacité. C'est un jeu de vases communicants où le gain pour un secteur (numérique, sanitaire et social) est systématiquement financé par la perte d'un autre (industrie, tertiaire administratif). La FSU dénonce une carte des formations "en trompe-l'œil". Sous couvert de transformation, les ouvertures de places en Bac Pro et CAP 2 ans — piliers de l'insertion et de la poursuite d'études — sont sacrifiées au profit de modules de spécialisation courts ou de simples labels de "coloration" alors qu'il faut un véritable plan d'investissement pour les bac pro et CAP en 2 ans, garantissant aux élèves des parcours diplômants complets et pérennes. Par ailleurs, les réductions de capacités sont alarmantes en BTS tertiaires, mais aussi en BTS industriels j'y compris sur des métiers en tension (par exemple l'automatisme). Avec la baisse du nombre d'apprentis cette année, en raison notamment de la baisse des sommes allouées par l'État aux entreprises, nous pouvons espérer davantage d'inscriptions d'élèves et étudiants en formations initiales sous statut scolaire. Il est donc dommage de réduire la capacité de certaines formations en se basant sur les données à N-1 et N-2, alors que la situation pourrait s'inverser.

Le choix politique est également fait de supprimer 5 emplois administratifs et ITRF, là encore la palme pour l'académie, avec 187 emplois supprimés depuis 2013. Rien à espérer non plus pour les vies scolaires, les Psy En, les personnes sociales et pourtant nous avons plus que jamais besoin des équipes pluriprofessionnelles compétentes, formées, disponibles pour accompagner les jeunes les plus en difficulté et leurs familles. Lutter contre le harcèlement, réussir la mise en place du programme Evars, améliorer le climat scolaire ne peut se faire sans moyens humains supplémentaires.

A contrario le choix est fait de la fusion des CIO de Lens et Liévin, celle de Béthune et Bruay dans le Pas-de-Calais, dans des territoires très fragiles, où l'accompagnement des familles sera encore plus difficile. Un choix cynique encore une fois qui ne manquera pas d'être utilisé par l'extrême-droite.

Le choix est fait également de ne pas respecter le droit à la scolarisation des jeunes mineurs étrangers de Lille en particulier. Quand les droits des plus fragiles sont attaqués, ce sont les droits de tous et la démocratie tout court qui sont attaqués.

Enfin, les lycées de l'académie souffrent toujours des conséquences de la cyberattaque d'octobre : les fonctionnements restent très dégradés dans beaucoup d'établissements Nos collègues attendent à présent des annonces concrètes sur les aménagements aux examens pour que les élèves ne soient pas pénalisés par cette longue période d'enseignement en mode dégradé. Ils attendent également des réponses précises quant au rétablissement de conditions de travail normales alors que l'épuisement professionnel qu'ils vivent continue à être nié par l'institution et la Région. Quant au supérieur , nous demandons que le CAEN spécifique se réunisse , ce qui n'a pas été fait depuis un temps certain. Les problématiques sont en effet nombreuses. Nous y ajouterons la question des rumeurs autour de la tenue ou non du concours de recrutement en L3 qui a des effets lourds sur les étudiant.es concerné.es. Pour conclure , nous soulignerons quelques "lumières "pour parodier notre ministre : l'abandon des groupes de niveaux, la mise en place (même timide et sans moyens) d'EVARS, et l'ouverture de négociations sur la possibilité d'un statut

pour les AESH.

Mais pour paraphraser un récent rapport de l'ONU, austérité, destruction des services publics et non- respect des droits des plus fragiles sont un cocktail dangereux qui saborde durablement les fondements démocratiques et nourrit l'essor de l'extrême-droite. La FSU a d'autres ambitions que l'abandon des valeurs démocratiques qui est à l'oeuvre. Elle est progressiste et a pour ambition de faire réussir tous les élèves . Pour cela, elle soutiendra toutes les mobilisations à venir car cette ambition nécessite plus de moyens, plus de personnels à tous les niveaux, des effectifs qui se rapprochent au moins des standards de l'OCDE, une offre de formation enrichie sur tous les territoires, des remplacements assurés , une inclusion digne de ce nom et une formation à la hauteur. Une ambition , elle , véritablement héritière des Lumières, des Lumières incarnées, et non instrumentalisées par la communication ministérielle.